



PRÉFET
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR
DES TERRES AUSTRALES
ET ANTARCTIQUES
FRANÇAISES

Liberté
Égalité
Fraternité

2. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

L'ESSENTIEL DU CONTRAT		
	Objet du marché	Acquisition, déploiement et exploitation des données d'hydrophones pour les îles Eparses
	N° du marché	202504
	Forme du marché	Accord-cadre à bons de commande
	Allotissement	Non
	Tranches optionnelles	Non
	Clause sociale	Non
	Clause environnementale	Non
	Durée du marché	4 ans fermes
	Forme des prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Non
	Avance	Oui
	CCAG applicable	CCAG-PI 2021

SOMMAIRE

ARTICLE 1	IDENTIFICATION DES PARTIES.....	4
1.1	ACHETEUR PUBLIC.....	4
1.2	TITULAIRE.....	4
1.3	REPRESENTATION DES PARTIES.....	4
ARTICLE 2	OBJET ET CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
2.1	OBJET ET CONTEXTE DE L'ACCORD-CADRE	5
2.2	ALLOTISSEMENT.....	5
2.3	FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3	DUREE	5
3.1	DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
3.2	DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	5
3.3	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	5
ARTICLE 4	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	6
4.1	LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES.....	6
4.2	OBLIGATION DE RESPECT DES REGLES GENERALES.....	7
ARTICLE 5	FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	7
ARTICLE 6	MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE – EMISSION DES BONS DE COMMANDE	7
6.1	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	7
6.1.1	<i>Les bons de commande.....</i>	8
6.1.2	<i>La périodicité des commandes.....</i>	8
6.1.3	<i>Substitution des fournitures commandées</i>	8
6.2	MODALITES D'EXECUTION DES COMMANDES	8
6.2.1	<i>Lieu de livraison des commandes et exécution des prestations</i>	8
6.2.2	<i>Délai d'exécution des prestations</i>	9
ARTICLE 7	CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE	9
ARTICLE 8	OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISION APRES VERIFICATION.....	9
8.1	VERIFICATIONS.....	9
8.2	DECISION APRES VERIFICATION.....	10
ARTICLE 9	CONFIDENTIALITE - SECURITE - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	11
9.1	CONFIDENTIALITE – SECURITE.....	11
9.2	PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 10	MODALITES FINANCIERES.....	12
10.1	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE.....	12
10.2	NATURE ET FORME DES PRIX	12
10.3	FINANCEMENT	12
10.4	CONTENU DES PRIX.....	12
10.5	AVANCE	13
10.6	RELEMENT DES COMPTES.....	13
10.6.1	<i>Demande de paiement</i>	13
10.6.2	<i>Calcul du montant dû par l'Acheteur</i>	13
10.6.3	<i>Procédure de paiement</i>	13
10.6.4	<i>Délais de paiement.....</i>	14
10.6.5	<i>Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance</i>	14
10.7	PENALITES FINANCIERES	15
10.7.1	<i>Réfaction</i>	15
10.7.2	<i>Pénalité de retard.....</i>	15
10.7.3	<i>Autres pénalités.....</i>	16
ARTICLE 11	PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES.....	16

ARTICLE 12	CLAUDE DE REEXAMEN	16
12.1	MODIFICATION DES FOURNITURES	17
12.1.1	<i>Modification des références produits</i>	17
12.1.2	<i>Intégration de nouvelles références</i>	17
ARTICLE 13	SOUS-TRAITANCE	17
13.1	DROIT A LA SOUS-TRAITANCE	17
13.2	PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT A L'AGREMENT	18
13.3	SOUS-TRAITANCE INDIRECTE	18
ARTICLE 14	RESILIATION DU MARCHE	18
14.1	RESILIATION SIMPLE A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR	18
14.2	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	19
14.3	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	19
ARTICLE 15	ASSURANCE	19
ARTICLE 16	FORCE MAJEURE	19
ARTICLE 17	CLAUSES DIVERSES	20
17.1	LANGUE ET UNITE MONETAIRE	20
17.2	OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	20
17.3	NULLITE D'UNE CLAUSE – DIVISIBILITE DU MARCHE	20
17.4	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	20
17.5	CESSION - NANTISSEMENT	21
17.6	RESPONSABILITE	21
17.7	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	21
ARTICLE 18	ATTRIBUTION DE COMPETENCES	22
ARTICLE 19	DEROGATIONS AU CCAG-PI	22

Article 1 IDENTIFICATION DES PARTIES

1.1 ACHETEUR PUBLIC

Acheteur public (dénommé ci-après l'Acheteur ou les Taaf)	Terres Australes et Antarctiques Françaises 1 rue Gabriel Dejean 97 410 SAINT-PIERRE Tel.: + 262 (0)2 62 96 78 78 Adresse mail du service : service-achat@taaf.fr
Représenté par	La préfète, administratrice supérieure des Terres australes et antarctiques françaises
Personne habilitée à donner les renseignements relatifs au nantissement ou à la cession de créance ¹	La préfète, administratrice supérieure des Terres australes et antarctiques françaises
Comptable assignataire	Le directeur régional, administrateur des finances publiques Direction régionale des finances publiques Division des Réseaux - Gestion fiscale & Collectivités locales

1.2 TITULAIRE

L'attributaire (candidat individuel ou groupement d'entreprises) signataire de l'accord-cadre est désigné ci-après par le « Titulaire ».

Ses caractéristiques sont précisées à l'acte d'engagement.

1.3 REPRESENTATION DES PARTIES

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-PI, dès la notification de l'accord-cadre, le Titulaire et l'Acheteur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifient cette désignation à l'Acheteur ou au Titulaire de l'accord-cadre.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

L'Acheteur désigne d'ores et déjà, en sus de son représentant légal, les personnes occupant les fonctions suivantes pour le représenter durant l'exécution de l'accord-cadre :

- Secrétaire Général(e)
- Le personnel de la Direction de l'Environnement des Taaf

Tous les documents relatifs au présent accord-cadre et destinés au Titulaire sont adressés à l'adresse électronique ou au domicile élu de la personne désignée dans les conditions ci-dessus, ou en l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, à l'adresse électronique ou au domicile élu figurant à l'acte d'engagement.

Si le Titulaire est un Groupement d'entreprises, la personne physique désignée est membre de l'entreprise mandataire du groupement. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement et de chacun des intervenants.

En cas de modification de l'adresse électronique ou du domicile élu, le Titulaire en avertit le représentant de l'Acheteur par tout moyen permettant d'en attester la date et l'heure de réception.

¹ [Article R2191-60](#) du Code de la Commande Publique (CCP) relatif au nantissement ou à la cession de créance

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire et l'Acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Article 2 OBJET ET CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

2.1 OBJET ET CONTEXTE DE L'ACCORD-CADRE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'acquisition, le déploiement et l'exploitation des données d'hydrophones dans les îles Eparses, pour les Terres Australes et Antarctiques Françaises, (ci-après « les Taaf » ou l'« Acheteur »).

La consistance des prestations est décrite dans le présent document, le CCTP et les pièces financières.

2.2 ALLOTISSEMENT

La consultation ne fait l'objet d'aucun allotissement dès lors que cela aurait pour effet de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations.

2.3 FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire en application des articles L2125-1 1° et R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique **avec un minimum et un maximum en valeur :**

- Valeur minimum sur toute la durée de l'accord-cadre : 60 000€HT
- Valeur maximum sur toute la durée de l'accord-cadre : 215 000€HT

Il fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bon de commande émis par les Taaf.

Article 3 DUREE

3.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre correspond à la durée pendant laquelle l'Acheteur pourra émettre des bons de commande.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa notification pour une durée ferme de quarante-huit (48) mois.

L'accord-cadre ne donnera lieu à aucune reconduction.

3.2 DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Sauf indication contraire, les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de notification du bon de commande afférent dans les conditions définies à l'article 6.2.2 du présent document.

Un délai différent pourra être mentionné sur le bon de commande lors de sa notification, sans pouvoir être inférieur au délai figurant à l'article précité, sauf accord exprès du Titulaire. Dans un tel cas, le délai figurant au bon de commande aura valeur contractuelle et prévaudra sur le délai mentionné à l'article 6.2.2 du présent document.

3.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

Par conséquent, si une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire (fait de l'Acheteur public, événement ayant le caractère de force majeure...) fait obstacle à l'exécution des prestations dans les délais contractuels, une prolongation de ces délais pourra être accordée par l'Acheteur public.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le Titulaire dispose, à cet effet, d'un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution du bon de commande, dans le cas où le bon de commande arrive à échéance dans un délai inférieur à cinq (5) jours calendaires. Il indique, par la même demande, à l'Acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'Acheteur dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le bon de commande concerné n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

L'absence de réponse de l'Acheteur vaut refus de prolongation.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Article 4 PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

4.1 LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (à savoir qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction entre elles, elles s'interpréteront dans cet ordre) :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
2. Le Bordereau des prix unitaires (BPU) valant Détail Quantitatif Estimatif (DQE), à l'exclusion de la colonne sur les quantités et de la colonne des totaux ;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dans sa version en vigueur à la date limite de remise des offres dont l'exemplaire original conservé par l'Acheteur fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dans sa version en vigueur à la date limite de remise des offres dont l'exemplaire original conservé par l'Acheteur fait seul foi,
5. Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux accords-cadres publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la publication de l'accord-cadre,
6. Les normes et règlements applicables aux prestations faisant l'objet de l'accord-cadre,
7. Le Mémoire Technique du Titulaire, justifiant les dispositions prévues par le Titulaire pour l'exécution du contrat,
8. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
9. La déclaration d'intégrité du candidat.

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du Titulaire puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Toute clause limitative d'exécution ou de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Il est précisé que les éléments contenus dans l'offre technique du Titulaire constituent un engagement unilatéral du Titulaire vis-à-vis de l'Acheteur qui pourra en conséquence à tout moment exiger du Titulaire le strict respect des

dispositions contenues dans le Mémoire Technique. Le non-respect du Titulaire des dispositions contenues dans son Mémoire Technique est susceptible d'entraîner l'application de pénalités à son encontre.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du Titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation ou refus d'exécuter les prestations selon les prescriptions de l'accord-cadre. L'Acheteur, son représentant ou tout autre intervenant mandaté par l'Acheteur ne seront pas tenus de respecter les éventuelles obligations ou contraintes mises à leur charge par le Titulaire dans son offre Technique.

Les exemplaires des pièces constitutives de l'accord-cadre conservés par l'Acheteur public font seuls foi en cas de litiges.

Par ailleurs, il est précisé que les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables pour les points sur lesquels elles viennent en contradiction avec les différents documents contractuels de l'accord-cadre et lorsqu'elles prescrivent des règles contraires à celles applicables en matière de marché public ou moins favorables à l'Acheteur que celles prévues au présent accord-cadre.

4.2 OBLIGATION DE RESPECT DES REGLES GENERALES

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés à l'article 4.1 du CCAG-PI, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le Titulaire a le devoir de connaître les mises à jour de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

En cas de modification pendant la durée du contrat des normes ou règlement auxquels les pièces de l'accord-cadre se réfèrent ou intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire doit en informer par écrit les Taaf dès qu'il est censé en avoir eu connaissance en sa qualité de professionnel.

Cette information doit préciser les incidences de cette évolution et les modifications éventuelles des termes du contrat à prévoir pour se conformer aux règles nouvelles. La décision des Taaf lui est notifiée dans un délai de 15 jours à compter de la réception de l'information du Titulaire. A défaut de notification par les Taaf, la modification telle que proposée n'est pas prise en compte. La modification des termes du contrat pour se conformer aux règles nouvelles n'emporte pas un droit automatique à révision de sa rémunération pour le Titulaire.

En l'absence d'information du Titulaire, la modification éventuelle demandée par l'Acheteur est intégrée dans ses prestations de plein droit, sans incidence sur la rémunération du Titulaire ni préjudice des pénalités susceptibles de lui être appliquées. Ces dispositions viennent déroger aux articles 5.2 (protection des données à caractère personnel, 6 (protection de la main d'œuvre et des conditions de travail) et 7.2 (protection de l'environnement, sécurité et santé) du CCAG-PI.

Article 5 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Pour les notifications au Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'Acheteur prévoit d'utiliser toutes les formes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'Acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de mise à disposition du document sur le profil d'Acheteur.

Les autres dispositions de l'article 3 du CCAG-PI sont applicables.

Article 6 MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE – EMISSION DES BONS DE COMMANDE

6.1 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES

6.1.1 Les bons de commande

Les bons de commande sont notifiés dans les conditions définies à l'article 5 du présent document.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le nom et la raison sociale du Titulaire ;
- Numéro et intitulé de l'accord-cadre ;
- Numéro du bon de commande ;
- Date du bon de commande ;
- Nature et description des prestations à exécuter ;
- Prix unitaire HT et TTC par fourniture et/ou prestation ;
- Prix total HT et TTC ;
- Le cas échéant, le(s) lieu(x) de livraison et/ou d'exécution ;
- La signature de la personne habilitée à engager l'Acheteur.

Le cas échéant, la résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation, sauf décision contraire de l'Acheteur. Le Titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Etant précisé que les bons de commande devront faire suite à l'établissement préalable d'un devis par le Titulaire, sur la base des prix unitaires indiqués au Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

En complément de l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Acheteur dans un délai de quinze jours (15) à compter de la date de réception du bon de commande ou, en cas de délai d'exécution inférieur, a minima trois (3) jours avant l'expiration du délai contractuel, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-PI, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, le Titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'appliquent pas.

6.1.2 La périodicité des commandes

Les bons de commande peuvent être notifiés au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas plus de quatre (4) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

6.1.3 Substitution des fournitures commandées

En cas d'indisponibilité des fournitures prévues au BPU lors de la notification du bon de commande, le Titulaire devra proposer une solution de substitution au moins équivalente ou supérieure au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai de livraison.

Le prix de la référence substituée s'appliquera au produit de substitution.

Cependant, dans le cas où le produit de substitution bénéficierait d'un tarif préférentiel par rapport au produit substitué, le tarif préférentiel s'appliquera.

Dans le cas où l'indisponibilité d'une fourniture prévue au BPU est définitive, l'article 12.1.1 du présent document s'applique.

6.2 MODALITES D'EXECUTION DES COMMANDES

6.2.1 Lieu de livraison des commandes et exécution des prestations

Les adresses d'exécution des prestations, seront, le cas échéant, spécifiées lors de l'émission d'un bon de commande.

6.2.2 Délai d'exécution des prestations

NOTA : Le fuseau horaire utilisé est celui de l'île de la REUNION (UTC +4)

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre.

Les conditions particulières d'exécution sont détaillées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), y compris s'agissant des livrables à fournir.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de réception de la totalité des fournitures et/ou de réalisation de la totalité des prestations de la commande de la Direction de l'Environnement des Taaf.

Article 7 CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE

Dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la notification de l'accord-cadre, le Titulaire désignera deux référents, interlocuteurs directs de l'Acheteur :

- Un référent administratif ayant la qualité de référent unique, interlocuteur direct de l'Acheteur pour la gestion administrative et financière de l'accord-cadre.
- Un référent technique qui sera chargé de centraliser et de piloter les prestations commandées, interlocuteur direct de l'Acheteur pour la bonne réalisation de l'accord-cadre et pouvant répondre aux besoins de ce dernier.

Si l'une ou ces personnes ne sont pas en mesure de remplir leur mission, le Titulaire devra en aviser immédiatement l'Acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Il devra alors désigner un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI et l'Acheteur pourra cependant le récuser dans les conditions du même article.

En complément de l'article précité, l'Acheteur se réserve le droit de récuser pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre ceux des personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations, inclus l'interlocuteur dédié nommément désigné. L'inadaptation du/des personnels sera constaté de plein droit en cas de manquement répété dans l'exécution de leurs prestations, notamment en cas de retard ou d'incomplétude dans les réponses apportées aux sollicitations de l'Acheteur ou d'erreurs lors de la livraison des prestations commandées. L'Acheteur pourra alors récuser le/les personnels concernés par courrier simple motivé adressé par voie électronique.

Le Titulaire proposera alors un remplaçant dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI et l'Acheteur pourra cependant le récuser dans les conditions du même article.

La récusation du personnel du Titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité ni à la prolongation automatique du délai d'exécution des prestations commandées.

Article 8 OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISION APRES VERIFICATION

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux prescriptions de l'accord-cadre (fournir les hydrophones ainsi que les livrables faisant suite à l'analyse des données).

En cas de non-respect des clauses contractuelles, le Titulaire engage sa responsabilité et l'accord-cadre pourra être résilié à ses torts exclusifs.

8.1 VERIFICATIONS

✓ Pour les fournitures :

Les vérifications seront effectuées notamment sur les quantités et le type d'hydrophones livrés (au vu de la commande transmise) ainsi que sur la qualité des pièces livrées (au vu des prescriptions du CCTP et du mémoire technique du Titulaire).

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes : vérifications quantitatives simples. Ces dernières seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture sur la base du bon de livraison correspondant au bon de commande, par toute personne habilitée par la Direction de l'Environnement des Taaf.

✓ Pour les livrables :

Les vérifications qualitatives pour chaque bon de commande (sauf indication contraire de ce dernier) seront effectuées par l'Acheteur après exécution des prestations sur présentation des livrables conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI.

Le Titulaire proposera à la Direction de l'Environnement une première version de son rapport final.

Et cette dernière effectuera les vérifications sur la base de l'analyse de cette première version transmise par le prestataire, dans un délai maximum d'un (1) mois.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, les Taaf ne sont pas tenue d'aviser le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

8.2 DECISION APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérification, la Direction de l'Environnement des Taaf prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

✓ Pour les fournitures :

En complément des articles 28 et 29 du CCAG-PI, à l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du bon de commande, la Direction de l'Environnement peut accepter la livraison en l'état ou bien mettre en demeure le Titulaire de reprendre l'excédent fourni ou de compléter la livraison dans un délai fixé dans la mise en demeure.

Une fois le délai prescrit pour la reprise de l'excédent fourni ou pour le complément de livraison échu, la Direction de l'Environnement :

- Peut conserver l'excédent fourni sans rémunération supplémentaire pour le Titulaire
 - ↳ La Direction de l'Environnement prononce l'admission, le Titulaire peut facturer l'intégralité de la livraison
- Accepter en l'état la livraison en opérant une réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées
 - ↳ Cette acceptation vaut admission le Titulaire peut facturer l'intégralité de la livraison en intégrant la réfaction
- Pénaliser le Titulaire pour retard jusqu'à livraison complète des fournitures
 - ↳ Une fois la livraison complétée, la Direction de l'Environnement prononce l'admission et le Titulaire peut facturer l'intégralité de la livraison. La Direction de l'Environnement intégrera la pénalité lors du paiement.

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-PI, la décision d'admission est matérialisée par le paiement de la dernière facture du bon de commande.

L'admission des fournitures ne fait pas obstacle à la constatation ultérieure des défauts, vices ou malfaçons dans le cadre de la garantie décrite ci-après.

✓ Pour les livrables :

A l'issue des opérations de vérifications qualitatives :

- si la qualité des livrables fournis est conforme aux attendus de la Direction de l'Environnement, cette dernière prononce l'admission sans réserve des livrables.
Le règlement de la prestation devient définitif.
- Si la qualité des livrables n'est pas entièrement conforme et ne peut être admise en l'état sans modifications et/ou compléments, la Direction de l'Environnement informe le Titulaire du rejet total ou partiel des livrables.
Dans un délai de **quinze (15) jours**, le Titulaire peut présenter ses observations. A défaut d'observation dans ce délai, la demande de modification et/ou de compléments est réputée acceptée.

Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, la direction de l'Environnement dispose ensuite de **quinze (15) jours** pour lui notifier une nouvelle décision.

Le Titulaire s'engage alors à procéder aux modifications et/ou compléments nécessaires jusqu'à l'obtention de livrables conformes aux exigences définies par la Direction de l'Environnement.

Le règlement de la prestation ne pourra intervenir qu'une fois que les livrables seront jugés conformes par la Direction de l'Environnement.

Article 9 CONFIDENTIALITE -SECURITE - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il sera fait application des articles 5 et 32 du CCAG-PI.

9.1 CONFIDENTIALITE – SECURITE

L'accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le Titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux informations, aux données et documents recueillis au cours de l'exécution des prestations.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature et sur quelque support que ce soit dont le titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent accord-cadre.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Les Taaf ne sauraient être tenues responsables en cas de manquement aux obligations de confidentialité ainsi qu'aux mesures de sécurité imputable au Titulaire.

9.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle découlant du présent marché sont régis conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle et des articles 32 à 35 du CCAG-PI pour toute la durée légale des droits de propriété intellectuelle.

Le prix de la concession des droits de propriété intellectuelle est compris dans le montant total du marché.

Les résultats sont définis à l'article 32 du CCAG-PI. Les résultats comprennent également les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par l'Acheteur, dans les conditions fixées par l'article 35 du CCAG-PI et sous réserve des précisions ci-après.

En complément dudit article et des articles 35.2.1, 35.2.2, 35.2.3 et 35.4 du CCAG-PI, il est précisé que cette concession vaut également pour tous les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché. Elle confère à l'Acheteur notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter et/ou de publier, de modifier, d'arranger, de corriger, en tout ou partie, les résultats.

L'acheteur pourra utiliser les résultats pour tous les besoins découlant de l'objet du marché, et notamment la préparation, la passation et la publication de marché(s) public(s) pour la réalisation de projets dans lesquels ils s'insèrent.

Pour ce faire, les résultats pourront être publiés sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics des Taaf et accessibles par tout visiteur de cette plateforme.

Dans l'éventualité où le Titulaire envisagerait une exploitation commerciale des résultats, celle-ci est soumise à l'accord préalable et écrit de l'Acheteur, qui peut la refuser, par dérogation à l'article 35.3.1 du CCAG-PI.

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG-PI. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le Titulaire à l'Acheteur, dans les conditions fixées par l'article 33.2 du CCAG-PI.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du titulaire et le cas échéant, d'une convention spécifique. Néanmoins par défaut, la concession de droit permet aux Taaf de modifier, adapter, traduire ces connaissances antérieures, lorsque ces dernières sont nécessaires pour la mise en œuvre des résultats.

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats définis au présent article du CCAP ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par l'Acheteur sauf accord écrit contraire conclu entre les parties.

Article 10 MODALITES FINANCIERES

10.1 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Les prix de l'accord-cadre sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires

Montant minimum HT sur 4 années	Montant maximum HT sur 4 années
60 000 €	215 000 €

10.2 NATURE ET FORME DES PRIX

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées selon les prix unitaires figurant au bordereau des prix appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Les prix sont fermes et définitifs.

10.3 FINANCEMENT

Le présent accord-cadre s'inscrit dans un projet financé par les fonds européens.

10.4 CONTENU DES PRIX

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-PI dont il sera fait application, les prix comprennent notamment :

- Les prix des prestations décrites dans les pièces de l'accord-cadre et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés ;
- Les frais d'assurances souscrites par le Titulaire pour couvrir son activité professionnelle ;
- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire : le prix comprend également toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, coordination et contrôle, y compris frais généraux, impôts, taxes ou autres, une marge pour risque et bénéfice, ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances ;
- En cas de sous-traitance : le prix est également réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle des prestations confiées au sous-traitant ainsi que les conséquences d'éventuelles défaillances ;
- L'intégralité des prestations détaillées dans les annexes financières de l'accord-cadre jointes à l'acte d'engagement ;
- Le temps passé par prestation ;
- L'élaboration et le suivi de toutes les correspondances nécessaires et liées à l'exécution des missions qui lui sont confiées ;
- Les frais administratifs.

Les prix tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution des prestations.

Le Titulaire, en tant que professionnel averti, tient compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies dans les pièces de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à appliquer à ces prix les remises générales ou les remises spécifiques habituellement pratiquées à l'égard de sa clientèle.

En cas de promotion exceptionnelle, le Titulaire en informe l'Acheteur et applique le tarif le plus avantageux pour l'Acheteur entre celui qui résulte des conditions normales d'exécution de l'accord-cadre, remise comprise, et celui qui résulte de la promotion sans remise.

Tous les prix sont établis en euros.

10.5 AVANCE

Sauf renonciation expresse du Titulaire à l'Acte d'Engagement, une avance de 10% sera versée sur chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000€HT et le délai d'exécution supérieur à deux (2) mois, selon les dispositions de l'article R2191-3 et par dérogation à l'article R2191-17 du Code de la commande publique.

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI pour le calcul de l'avance.

L'avance est versée dans les 30 jours qui suivent la notification du bon de commande concerné. Le Titulaire ne facture pas l'avance.

L'avance est remboursée lors du règlement du solde.

10.6 REGLEMENT DES COMPTES

10.6.1 Demande de paiement

Chaque bon de commande fera l'objet d'une demande de paiement spécifique et sera réglé en une seule fois.

Les demandes de paiement sont datées et établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'intitulé et le numéro de l'accord-cadre
- La désignation ainsi que la date de livraison des fournitures ou des prestations admises ;
- Le détail des prix unitaires de chacune des fournitures ou prestations admises ;
- Le détail des fournitures commandées mais non livrées et leurs prix unitaires ainsi que le montant total du reste à livrer ;
- Le montant total hors TVA des prestations admises et application de la réfaction ou pénalités le cas échéant ;
- Le cas échéant, le montant de la réfaction et des pénalités appliquées, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- Le cas échéant, le montant des remises et promotions exceptionnelles du Titulaire ;
- Les éléments éventuellement assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;
- Le montant total final, toutes taxes comprises
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;

10.6.2 Calcul du montant dû par l'Acheteur

Le montant des sommes dues par l'Acheteur est calculé selon les modalités d'admission de la commande :

- En cas d'admission sous réserve : le montant dû est celui de la commande minorée, le cas échéant, de la réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et des éventuelles pénalités.
- En cas d'admission sans réserve : le montant dû est celui de la commande minorée des éventuelles pénalités.
- En cas d'admission avec réfaction : le montant dû est celui de la commande minorée de la réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et des éventuelles pénalités.
- En cas d'admission partielle avec rejet : le montant dû est celui de la commande minorée des livraisons rejetées et des éventuelles pénalités.

10.6.3 Procédure de paiement

La demande de paiement est transmise par l'intermédiaire du portail de facturation électronique Chorus Pro :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index



L'interface prévoit des tutoriels notamment à cette URL : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>



Les Taaf ont la possibilité de refuser toute demande de paiement lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du Titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.



La demande de paiement ne peut être valablement transmise avant l'admission sous réserve des Taaf. Cette admission sous réserve est prononcée au plus tard **quinze (15) jours** après la livraison. En l'absence de décision transmise par les Taaf dans ce délai, les prestations sont réputées admises sous réserve et le Titulaire est autorisé à remettre sa demande de paiement.

Les Taaf acceptent ou rectifient la demande de paiement. Elles la complètent, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Elles arrêtent le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, elles notifient le montant ainsi arrêté au Titulaire.²

10.6.4 Délais de paiement

Les paiements seront effectués dans un délai de 30 jours à compter de l'admission sous réserve des fournitures.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.³

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est également versée. Son montant est de 40€, conformément aux stipulations de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

10.6.5 Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

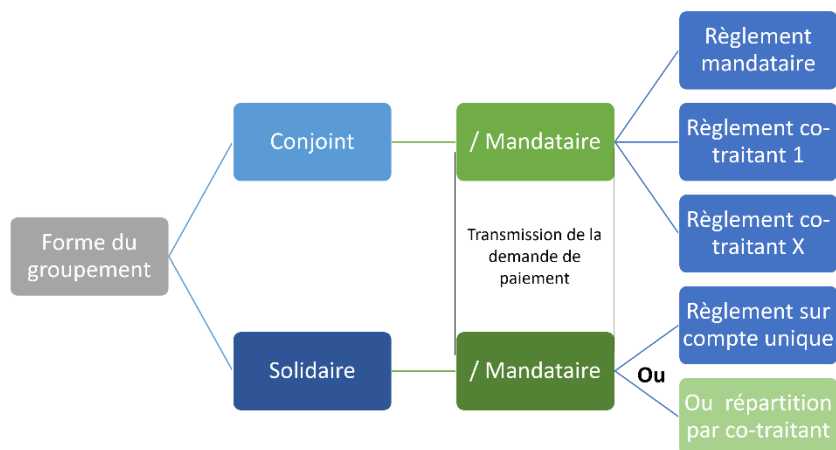
Il est fait application de l'article 12 du CCAG-PI avec la précision ci-dessous.

En cas de groupement solidaire, les membres du groupement peuvent prévoir une répartition des paiements entre les membres du groupement et un règlement sur des comptes unique ou respectifs. Le mandataire peut ne pas être le seul gestionnaire du compte unique.

Seul le mandataire peut transmettre les demandes de paiement et formuler ou transmettre les réclamations des membres du groupement.

² En cas de contestation sur le montant des sommes dues, les Taaf règlent les sommes qu'elles ont admises. Après résolution du désaccord, elles procèdent, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

³ Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.



10.7 PENALITES FINANCIERES

10.7.1 Réfaction

Lorsqu'une prestation a été effectuée de manière défectueuse, il y a lieu d'appliquer une réfaction sur les prix correspondants.

En complément de l'article 29.3 du CCAG-PI, les réfections sont fixées selon les cas :

- Selon le montant de la fourniture non livrée, ou
- En pourcentage du montant du bon de commande et appliquées selon les modalités suivantes :

Nombre d'anomalies majeures	Taux de réfaction	Nombre d'anomalies mineures	Taux de réfaction
1	2%	1 à 3	Néant
2 à 4	5%	4 à 8	2%
5 à 8	10%	9 à 12	5%
9 et plus	L'Acheteur peut résilier l'accord-cadre. A défaut, des réfections peuvent être appliquées à hauteur d'un montant maximum de 30%	13 à 15	7%
		16 et plus	10%

La qualification « majeures » ou « mineures » des anomalies relève de la discrétion de l'Acheteur. En cas de contestation par le Titulaire, celui-ci formule ses observations dans les conditions définies à l'article 9 du présent document.

10.7.2 Pénalité de retard

Les dispositions ci-dessous sont applicables à chaque bon de commande.

Pour la mise en œuvre des pénalités, l'Acheteur se réserve la possibilité de procéder, ou non, à une mise en demeure préalable et/ou d'inviter ou non le Titulaire à présenter ses observations; les pénalités étant applicables dès constatation du manquement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard du Titulaire dans l'exécution des prestations, celui-ci encourt dès le premier jour de retard les pénalités suivantes par jour ouvré de retard, sur constat simple des Taaf :

Retard constaté	Pénalité
-----------------	----------

Non-respect du délai de livraison des fournitures	150 € par jour de retard constaté
Non-respect du délai de remise des livrables	150 € par jour de retard constaté

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités ne peut excéder 10% du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

10.7.3 Autres pénalités

Manquement	Pénalités
Substitution non autorisée d'une fourniture	Pénalité forfaitaire de 200 € par substitution non autorisée
Absence d'un interlocuteur dédié	Pénalité forfaitaire de 100€ par manquement constaté
Autre manquement mineur	Pénalité forfaitaire de 50 € par manquement constaté
Autre manquement majeur	Pénalité forfaitaire de 200 € par manquement constaté

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

La qualification de manquement «majeur» ou mineur» relève de l'appréciation de l'Acheteur. En cas de contestation du Titulaire celui-ci présente ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la notification du manquement par l'Acheteur. A défaut d'observation dans ce délai, la qualification du manquement est réputée acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, les Taaf disposent ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision quant à la nature du manquement constaté.⁴

Article 11 PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES

L'Acheteur n'entend pas confier au Titulaire dans le cadre du présent accord-cadre la mise en œuvre d'un traitement de données personnelles pour son compte.

Article 12 CLAUSE DE REEXAMEN

Il est précisé que l'Acheteur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre, des prestations relevant du domaine de ce dernier et qui présenteraient un caractère exceptionnel par leur complexité, leurs spécificités techniques et/ou financiers ou leur condition de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre.

Sont notamment visés les cas suivants :

- Dans le cas d'une prestation que le Titulaire ne serait pas en capacité d'assurer (y compris s'il n'est pas en mesure de respecter les délais d'exécution ou de répondre aux contraintes de planning ;
- Dans le cas où des prestations particulières relèveraient d'un projet d'ensemble dont la programmation est arrêtée, et/ou d'un accord conclu avec un tiers.

L'accord-cadre pourra être modifié pour intégrer des prestations supplémentaires et/ou modificatives liées notamment à l'événement suivant :

- Nécessité de réaliser une nouvelle typologie d'analyse,

Pour ce faire, les Taaf se réserve la possibilité de solliciter le Titulaire qui s'il est en mesure de fournir les prestations supplémentaires lui remettra une proposition technique et financière ; celle-ci sera arrêtée avec les Taaf.

⁴ A l'issue de ce délai, en l'absence de notification par les Taaf, les observations du Titulaire seront réputées ne pas être prises en compte.

En cas d'accord sur ladite proposition, les prestations feront l'objet soit d'une modification de l'accord-cadre par avenant, conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, soit d'un accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires en application de l'article R2122-7 dudit Code.

Toutefois, aucune exclusivité ne saurait être imposée aux Taaf en ce qui concerne ces prestations. Les Taaf pourront les traiter hors du présent accord-cadre en sollicitant une/des entreprise(s) tierce(s).

De même, en cas de désaccord entre les Taaf et le Titulaire sur les conditions -notamment financières- de l'avenant, les Taaf se réservent la possibilité de recourir à une/des entreprise(s) tierce(s).

Enfin, il est précisé que les Taaf se réservent le droit de modifier entièrement ou partiellement un bon de commande.

12.1 MODIFICATION DES FOURNITURES

12.1.1 Modification des références produits

En cas de disparition ou substitution des références mentionnées au Bordereau des prix unitaires pour des raisons extérieures à la volonté du Titulaire, les Parties pourront intégrer de nouvelles références en lieu et place de celles-ci et poursuivant le même effet.

Le Titulaire présentera les prix de chacune des nouvelles références souhaitées selon l'unité demandée par l'Acheteur et pourra proposer de la même manière tout produit jugé équivalent.

Les références et prix acceptés par l'Acheteur seront contractualisés par voie d'avenant.

12.1.2 Intégration de nouvelles références

En cas d'évolution des produits mis sur l'accord-cadre, l'Acheteur pourra intégrer des références supplémentaires au sein du BPU.

Le Titulaire présentera les prix de chacune des nouvelles références souhaitées selon l'unité demandée par l'Acheteur et pourra proposer de la même manière tout produit jugé équivalent.

Les références et prix acceptés par l'Acheteur seront contractualisés dans le BPU par voie d'avenant.

Article 13 SOUS-TRAITANCE

13.1 DROIT A LA SOUS-TRAITANCE

Il est fait application de l'article 3.6 CCAG-PI et des articles L.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Sous réserve des dispositions susvisées, le Titulaire peut sous-traiter en cours de l'accord-cadre l'exécution de certains services, **à condition d'avoir obtenu préalablement de l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.**

La sous-traitance autorisée provoque obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Dans tous les cas, le Titulaire reste entièrement responsable vis-à-vis de l'Acheteur de l'exécution du service sous-traité et du respect de la convention.

Pour l'exécution des services sous-traités, le ou les sous-traitants seront soumis à l'instar du **Titulaire**, à toutes les clauses du présent accord-cadre.

Le Titulaire se doit par ailleurs de respecter toutes les conditions légales et réglementaires qui s'imposent à lui dans le cadre du choix et du conventionnement avec d'éventuels sous-traitants.

13.2 PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT A L'AGREMENT

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes seront réalisées selon les modalités définies à l'article R2193-3 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG -FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial une attestation sur l'honneur de son sous-traitant :

- De n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à 5 et L2141-7 à 11 du Code de la Commande Publique
- D'être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle de l'accord-cadre du Titulaire.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre pour faute du Titulaire de l'accord-cadre (article 39 du CCAG-PI) ⁵.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-PI, les Taaf notifieront, après signature, au Titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de la déclaration de sous-traitance qui lui revient.

Si l'opérateur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est également contresigné par le mandataire du groupement.

13.3 SOUS-TRAITANCE INDIRECTE

La sous-traitance indirecte est également autorisée selon les modalités fixées par l'article 3.6 du CCAG-PI. En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire **accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.**⁶

Article 14 RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI. Etant précisé que tout manquement (tel que mauvaise exécution ou non-exécution) aux obligations contractuelles du Titulaire dûment constaté constitue une faute susceptible d'entraîner une résiliation pour faute, en complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI.

14.1 RESILIATION SIMPLE A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR

Si l'Acheteur décide de la cessation définitive de la mission du Titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être motivée et notifiée au Titulaire dans un délai minimal d'un (1) mois avant la prise d'effet de la décision de résiliation.

La fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

⁵ Sans préjudice de l'application du chapitre 7 du CCAG-PI, l'intervention d'un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement déclaré et accepté expose le Titulaire à une retenue sur acomptes couvrant le montant des prestations irrégulièrement sous-traitées.

⁶ Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu de l'acheteur public un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant de l'acheteur public empêche l'exécution des prestations par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG-PI relatifs à la résiliation du marché.

L'Acheteur versera une indemnité de résiliation de 5 % du montant de l'accord-cadre correspondant au montant minimum visées à l'article 2.3 du présent document, après déduction des commandes déjà effectuées et admises.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis et non encore réalisés par le Titulaire, sans indemnité au profit de ce dernier.

14.2 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation prononcée pour l'un des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, et par dérogation à l'article 41 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et acceptées par l'Acheteur, est rémunérée avec un abattement de 10%.

La notification du décompte sera faite conformément à l'article 41.5 du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et des renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

Par ailleurs, en dehors des cas prévus au CCAG-PI, l'Acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution de l'accord-cadre ou refus de paiement des pénalités de retard sans motif valable à l'appréciation de l'Acheteur.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis et non encore réalisés par le Titulaire.

14.3 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, lorsque l'Acheteur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant minimum initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 2% du montant de l'accord-cadre correspondant au montant minimum visées à l'article 3.3 du présent document, après déduction des commandes déjà effectuées et admises.

Les autres dispositions de l'article 40 du CCAG-PI sont applicables.

Article 15 ASSURANCE

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, le Titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation ou au plus tard lors de la demande des pièces prévues aux articles R2143-6 et suivants, R2143-11 et suivants et R2144-1 et suivants du CCP, conformément aux dispositions du règlement de la consultation relatif au présent marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est Titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers et des Taaf, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Article 16 FORCE MAJEURE

Les Parties ne pourront être tenues responsables d'un manquement à l'une quelconque de leurs obligations au titre de l'accord-cadre qui résulterait de la survenance d'un événement de force majeure, tel que défini par la loi et la jurisprudence.

La Partie affectée par une Force Majeure en informera l'autre immédiatement par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Les événements de Force Majeure frappant l'une ou l'autre des Parties, auront un effet suspensif sur le cours du présent accord-cadre.

Ces cas de force majeure ne donnent lieu à aucune indemnité des deux parties.

Dans la mesure où de telles circonstances se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les Parties conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs, sous réserve du respect des dispositions du Code de la commande publique.

Si aucun accord n'était possible, chaque Partie serait en droit de résilier l'accord-cadre, sous réserve du préavis de quinze (15) jours, sans dommages et intérêts, sur simple notification écrite adressée à l'autre Partie en lettre recommandée avec accusé de réception postal ou électronique.

Au jour de la prise d'effet de la résiliation, les sommes d'ores et déjà encaissées par le Titulaire lui resteront acquises. De la même manière, les sommes correspondants aux factures déjà émises mais non payées, seront dues au Titulaire.

Article 17 CLAUSES DIVERSES

17.1 LANGUE ET UNITE MONETAIRE

L'unité monétaire de règlement du présent accord-cadre est l'Euro.

Tous les documents écrits remis par le Titulaire doivent être rédigés en langue française. De manière générale, l'ensemble des communications écrites ou orales s'effectue en français.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français par un traducteur assermenté. A défaut, le document ne pourra avoir valeur contractuelle.

17.2 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur les modifications survenant en cours d'exécution.

En cas de manquement, l'Acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire s'engage à fournir à l'Acheteur, **sans** demande expresse de ce dernier, tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- Attestation de fournitures des déclarations sociales et de paiement des cotisations (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) – article L 243-15 du code de la Sécurité Sociale.
- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5-2° (Titulaire établi ou domicilié en France) ou D.8222-7 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du Travail

Le Titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Les informations mentionnées ci-dessus sont transmises par le Titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à l'adresse mentionnée à l'article 1.3 ou via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur.

17.3 NULLITE D'UNE CLAUSE – DIVISIBILITE DU MARCHE

Dans l'hypothèse où une stipulation du présent contrat serait ou deviendrait illégale, nulle ou inopposable, une telle illécéité, nullité ou inopposabilité ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du présent contrat.

Les Taaf et le Titulaire conviendront néanmoins que dans une telle hypothèse ils négocieront de bonne foi afin de remplacer la stipulation concernée par une nouvelle stipulation valable, opposable et conforme à leur intention initiale.

17.4 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-PI, et ce notamment si le Titulaire n'est pas en mesure d'assurer une commande.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par l'Acheteur. Cette décision peut concerner l'ensemble de l'accord-cadre ou le seul bon de commande souffrant d'inexécution totale ou partielle par le Titulaire.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le Titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai d'un (1) mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution de l'accord-cadre ou du bon de commande dans ce délai, l'accord-cadre est résilié, ou le cas échéant le seul bon de commande annulé, pour faute du Titulaire.

17.5 CESSION - NANTISSEMENT

La notification de l'accord-cadre ne comprend pas d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du contrat. Ce type de document sera délivré sans frais sur demande expresse auprès des Taaf.

Le présent accord-cadre ne peut être cédé par le Titulaire sans l'accord exprès de l'Acheteur. Le Titulaire doit en informer par écrit ce dernier, au moins deux (2) mois avant la date envisagée de cession, par lettre recommandée avec accusé réception.

Sa demande doit être accompagnée d'un ou plusieurs dossiers établis par le ou les repreneurs potentiels précisant les services cédés et les moyens mis en œuvre pour les assurer, leur engagement à poursuivre l'exécution du contrat dans les conditions prévues initialement.

L'Acheteur fait connaître sa position au plus tard le mois suivant la réception de la demande accompagnée des dossiers nécessaires.

Si la cession est acceptée par l'Acheteur, l'accord-cadre fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du contrat au nouveau Titulaire.

En cas de refus, l'Acheteur pourra, de plein droit sans indemnité à verser au Titulaire, résilier l'accord-cadre et les bons de commande émis mais non encore exécutés.

17.6 RESPONSABILITE

D'une manière générale, le Titulaire assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Le Titulaire est responsable de plein droit à l'égard de l'Acheteur public de la bonne exécution des obligations résultant de l'accord-cadre, que ces obligations soient à exécuter par lui-même ou par des sous-traitants, sans préjudice de son droit de recours contre ceux-ci.

Le Titulaire est notamment responsable de tout matériel ou accessoire détérioré ou cassé par son personnel, ou de quelque autre dégradation commise par celui-ci. Le Titulaire assume la totalité du coût de remise en état ou du remplacement nécessaire (fourniture et pose).

L'ensemble du personnel du Titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci. Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle de ses salariés.

17.7 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Cet article est applicable dès lors que le Titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques. Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG-PI et des articles R2142-19 à 27 du Code de la Commande Publique.

En cas de groupement conjoint d'entreprises, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement⁷.

Article 18 ATTRIBUTION DE COMPETENCES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les contestations qui peuvent naître entre l'Acheteur et le Titulaire au sujet du présent accord-cadre seront portées devant le Tribunal Administratif de la Réunion, à défaut d'avoir pu parvenir à un accord amiable (les Parties pourront pour cela saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent).

Article 19 DEROGATIONS AU CCAG-PI

Le présent document déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS :

Articles du CCAP qui dérogent au CCAG-PI	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
3.3	13.3.2
4.1	4.1
5	3.1.2
6.1.1	3.8.3
8.1	28.5
8.2	29.1
9.2	35.3.1
10.7.2	14.1.1 et 14.1.3
14.2	41
14.3	40
15	9

Toutes les stipulations du CCAG-PI non contredites par les stipulations du présent document sont applicables au présent contrat.

⁷ Les articles du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du Titulaire et les autres cas de résiliation peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.